

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Palestine

N° 590 du 02.09 au 01.10.2011

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré a part

Pierre-Yves Salingue : Novembre 1947/ Septembre 2011 : le crime était presque parfait !

Etat palestinien: les USA opposeront leur veto à l'Onu.

Rami G. Khouri : Washington contre le droit international.

Des experts de l'Onu jugent illégal le blocus de Gaza.

John Glaser : Israël s'Oppose à un Etat Palestinien Pour Eviter des Enquêtes sur Ses Crimes De Guerre.

Irib "Israël", de plus en plus isolé.

LEMONDE.FR avec AFP : Des milliers de détenus palestiniens en Israël en grève de la faim

Paroles & actions du président cette semaine ...

Chavez: Barack Obama un «Monument historique de cynisme».

2 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

1 Politique Israélienne

1-1 Netanyahu : "Flottille: Pas besoin de nous excuser."

1-2 Lieberman : État palestinien à l'ONU: Lieberman promet des «conséquences dures et graves»

1-3 Politique extérieure.

Israël lance un avertissement à l'ONU.

3 Politique Internationale

a) Pays Arabes & voisins

1 Égypte

Tensions: un mur érigé autour de l'ambassade d'Israël au Caire

Égypte: Le traité de paix avec Israël n'est pas «sacré».

2 Turquie

La Turquie a expulsé l'ambassadeur d'Israël et les hauts diplomates israéliens.

Barak Ravid : La Turquie porte la question de la légalité du blocus israélien de Gaza devant le tribunal international de La Haye.

La Turquie va escorter ses bateaux vers Gaza.

Erdogan met en garde Israël contre ses "agissements" en Méditerranée.

4 Usa (le parrain)

4-1 Obama

4-2 2 Les grandes manœuvres

Washington s'engage à préserver la suprématie d'Israël.
Aussitôt élu, Obama a offert à Israël des armes refusées par Bush.

4-2 2 Les grandes manœuvres

Washington s'engage à préserver la suprématie d'Israël.

4 Politique Internationale

Organisations Mondiales & régionales

4-3 3 Onu -

L'Union européenne cherche ses mots...

4-4 4 Nations Unies -

L'État palestinien «devrait exister depuis longtemps», dit Ban Ki-moon

Pays

Europe

2 France

DES PARLEMENTAIRES FRANÇAIS ENCOURAGENT, EUX AUSSI, UN NOUVEAU BAIN DE SANG EN PALESTINE

5 Russie

Mikhaïl Marguelov : Une attaque contre l'ambassade d'Israël au Caire risque serait lourde de conséquences. La Russie se dit prête à soutenir la demande d'adhésion à l'ONU des Palestiniens.

7 Médias/Vidéos

7-1 Vidéo : Qaund Mahmoud Ahmadinejad parle de la vérité

<http://www.youtube.com/watch?v=9UML1NWIqXE&NR=1>

7-2 Vidéo : Mahmoud Ahmadinejad sur Euronews le 05 août 2011

http://www.youtube.com/watch?v=qx9pdPk_G9c&NR=1

7-3 Vidéo : Ahmadinejad -parle du Génocide Palestinien et parle de la Shoah

<http://www.youtube.com/watch?v=c0SDFh7Bic&NR=1>

7-4 Vidéo:Une vidéo muette sur le gouvernement israélien:

Tiré a part

Pierre-Yves Salingue : Novembre 1947/ Septembre 2011 : le crime était presque parfait !

Le scénario avait été particulièrement travaillé. 64 ans après le vote par l'ONU du plan de partage de la Palestine en faveur de l'entreprise coloniale sioniste et contre la volonté et les intérêts des peuples arabes de la région, on allait liquider la cause palestinienne en faisant croire que « la solution évidente des deux Etats » avait enfin été acceptée par tous.

Les déclarations optimistes d'Abbas et de Fayyad, autorisées et confortées par divers discours d'Obama en 2009 et 2010, avaient ancré dans les esprits l'idée de « l'Etat palestinien en septembre 2011 »

Les dirigeants israéliens eux-mêmes avaient émis quelques propos élogieux sur l'excellence de la coopération sécuritaire pour réprimer la résistance et sur les convergences des initiatives de Fayyad avec le plan de « paix économique » de Netanyahu. Avant même la mort d'Arafat, les dirigeants impérialistes avaient assuré la continuité d'une représentation palestinienne qui leur convienne. Après avoir été imposé comme Premier ministre, Abbas avait été élu Président de l'Autorité en 2005. Certes, en 2006, le vote démocratique en faveur du Hamas des Palestiniens de Cisjordanie et de la Bande de Gaza avait mis la manœuvre en péril. Mais les arrestations par l'armée d'occupation des parlementaires Hamas nouvellement élus et le blocus imposé aux Palestiniens qui prétendaient choisir leur gouvernement avaient permis d'imposer une équipe menée par Fayyad et présentant les garanties exigées par les bailleurs occidentaux de l'Autorité palestinienne.

Conscient de l'absence totale de légitimité politique de Fayyad pour les Palestiniens (2% aux élections de 2006 !), les dirigeants impérialistes ont fermé les yeux sur la prolongation unilatérale par Abbas de son mandat présidentiel expiré depuis janvier 2009 !

Quant au fait que sa « légitimité révolutionnaire » au sein de l'OLP tient d'une part à un congrès du Fatah tenu à Bethléem en 2009 sous contrôle de l'armée d'occupation et d'autre part à l'absence totale de fonctionnement démocratique de l'OLP dont l'instance suprême de décision ne s'est pas réunie depuis plus de 10 ans...ils n'en ont évidemment cure, tant que l'actuelle direction autoproclamée leur est utile.

On s'acheminait donc vers l'adoption de « la seule solution possible, connue de tous, la solution à deux Etats, israéliens et palestiniens, vivant côte à côte en paix et en sécurité. »

On allait enfin connaître la fin d'un « drame de plus de 60 ans » grâce à la générosité occidentale qui octroyait un Etat à des Palestiniens méritants et aux « sacrifices douloureux » des Israéliens qui renonceraient (provisoirement !) aux 10 à 15 % de la Palestine mandataire laissés aux Palestiniens.

A défaut de pouvoir rentrer chez eux, dans leurs foyers, les réfugiés pourraient voyager grâce à un passeport, les Palestiniens discriminés en Israël seraient invités à rejoindre l'un des bantoustans constituant l'Etat palestinien, ce bantoustan pouvant d'ailleurs être le résultat d'un échange de territoires permettant à Israël d'annexer les blocs de colonies.

La pièce était jouée ! A l'occasion de cet « évènement historique », on ne parlerait ni du siège de Gaza, ni des 12 000 prisonniers palestiniens dans les geôles israéliennes, ni de la construction à un rythme effréné des colonies, ni de la multiplication des agressions armées des colons fanatiques en Cisjordanie, ni de la judaïsation accélérée de Jérusalem, ni de l'aggravation de la situation des réfugiés dans les camps...

Tous les projecteurs seraient braqués sur la proclamation de l'Etat de Palestine et peu importe que celui-ci soit vide de toute souveraineté et sans conséquence aucune sur la réalité de l'occupation. On maintiendrait à distance les victimes de l'ultime braderie des exigences palestiniennes, réfugiés sans droit au retour réel, Palestiniens expulsés de Jérusalem, Palestiniens de 48 soumis à l'apartheid en Israël etc. dont on couvrirait les cris de colère par les slogans des manifestants soutenant le spectacle : enfants des écoles dont les cours sont suspendus le temps du rassemblement, employés de l'Autorité contraints d'interrompre le travail et d'aller manifester pour toucher le salaire, chômeurs qui se voient offrir un sandwich et du soda en échange de leur participation... Et dans les mosquées, à la fin de la prière, on ferait lire un texte appelant à soutenir les efforts extraordinaires du Président !

Insensiblement, au fur et à mesure qu'on se rapprochait de l'échéance de septembre 2011, les choses se sont gâtées. Le scénario consensuel s'est délité et la direction palestinienne s'est retrouvée dans cette situation ubuesque de devoir justifier les raisons pour lesquelles elle demandait l'état croupion qui lui avait été antérieurement consenti par le parrain US à qui elle avait un fois de plus fait confiance.

Pour le coup, l'or s'est changé en plomb et ce qui devait être un acte historique a été remplacé par une polémique saugrenue où le sort de millions de Palestiniens est réduit au dilemme suivant : la proclamation de l'Etat de Palestine et son admission à l'ONU doit-elle précéder la reprise des négociations entre Israéliens et Palestiniens ou la négociation doit-elle forcément reprendre avant la proclamation de l'Etat ?

La frénésie des rencontres bilatérales, des voyages éclair, des réunions d'urgence, des initiatives de la dernière chance Etc. semble sans effet sur la possibilité de trouver une solution à cette variante onusienne du fameux dilemme de la poule et de l'œuf : c'est l'Etat qui précède la négociation ou c'est la négociation qui engendre l'Etat ?

Un instant déstabilisé on pense inévitablement à la tirade de Macbeth : serions-nous en présence d' « une histoire racontée par un idiot, pleine de bruit et de fureur, et qui ne signifie rien » ?

Mais en étant attentif, on constate que les acteurs qui s'écharpent devant les caméras sont toutefois d'accord sur un point : tout ceci n'aura en réalité aucune conséquence sur le quotidien des Palestiniens qui resteront soumis demain aux mêmes injustices qu'hier. Les prisonniers resteront prisonniers, les réfugiés resteront dans leurs camps, le blocus de Gaza ne sera pas levé, le mur de bougera pas d'un pouce, d'autres colonies sionistes seront construites sur les terres palestiniennes Etc. On comprend alors qu'à l'ONU, la ligne de partage n'est pas entre ceux qui défendent les droits nationaux des Palestiniens et ceux qui soutiennent l'état colonial sioniste.

Le désaccord « qui fait craindre le pire » n'est en réalité qu'une divergence tactique entre ennemis du peuple palestinien. Il y a ceux qui disent « la situation dans la région menace de devenir de plus en plus instable, il faut essayer de tromper les Palestiniens tout de suite, demain on n'aura peut-être plus un Abou Mazen sous la main pour essayer de faire passer la pilule » et ceux qui répondent « c'est justement parce que c'est instable qu'on doit se donner un peu de temps, on peut encore faire vivre l'industrie de la paix en attendant de voir comment ça évolue notamment en Egypte, et si Abou Mazen nous lâche, on se servira d'un autre aujourd'hui en réserve »

Mais tous sont d'accord pour empêcher le peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination.

On pense alors à ces événements extraordinaires en Tunisie, en Egypte, au Bahreïn, au Yémen, au Maroc... qui ont illuminé ces derniers mois le ciel obscur du désespoir palestinien.

Par ses excès mêmes, la dramatisation du dérisoire spectacle onusien témoigne de l'état de panique suscité par la mise en mouvement des masses arabes.

On comprend que ce désordre général au sein du camp impérialiste est le résultat de l'affolement de chacun des acteurs qui concourent au dispositif d'asservissement des peuples arabes en général et à l'oppression du peuple palestinien en particulier.

On comprend que la panique a gagné tous ces grands et petits bénéficiaires du dispositif de domination : La direction sioniste avide de poursuivre son plan de nettoyage ethnique, qu'elle doit parfois mettre en veilleuse mais qu'elle n'a jamais abandonné ; Les dirigeants US qui voudraient créer les conditions leur permettant de rétablir un équilibre menacé par l'essor du processus révolutionnaire arabe notamment en Egypte, condition nécessaire au déploiement de l'ordre néolibéral sur la région du « Grand Moyen Orient » ; Les dirigeants européens avant tout soucieux de la stabilité dans la partie arabe d'une zone méditerranéenne déjà fragilisée par la crise du capitalisme qui menace plusieurs Etats de l'Europe du Sud ; Les Etats de la Ligue arabe menacés par la mise en mouvement de leurs peuples qu'ils pensaient avoir définitivement neutralisés ; Et bien sûr, pièce indispensable de l'édifice, la petite élite palestinienne issue d'Oslo et d'abord les dirigeants de l'OLP et de l'AP de Ramallah, qui n'ont d'autre horizon stratégique que celui de négocier, avec les dirigeants sionistes et sous patronage US, les conditions d'une reddition qui leur laissent quand même quelques privilèges matériels et symboliques.

Depuis plus de 20 ans, le terme attendu du « processus de paix » était la normalisation entre le monde arabe et l'Etat sioniste, « une intégration pleine et entière, consentie par ses voisins »

L'état indépendant palestinien dans les frontières de 67 était la monnaie d'échange de cette intégration, alibi nécessaire à la normalisation des relations avec Israël pour tous les régimes arabes décidés à prendre leur place dans l'ordre néolibéral.

Mais la dynamique politique du sionisme et sa logique de colonisation ininterrompue ont détruit les bases mêmes de l'existence de cette monnaie d'échange : à force de coloniser il ne reste plus rien à offrir !

C'est maintenant qu'éclate cette vérité parfois ignorée et toujours niée au sein du mouvement qui affirme sa solidarité avec le combat des Palestiniens : **le rejet populaire d'Israël de la part de l'immense majorité des peuples arabes qui n'ont jamais accepté l'Etat sioniste imposé par la force au sein de l'Orient arabe.** La réalité, c'est qu'il n'y a jamais eu d'adhésion populaire aux sempiternels discours de paix qui exprimaient seulement la soumission d'une élite occidentalisée ou la collaboration de régimes corrompus et soumis aux exigences impérialistes d'accepter « le partenariat avec Israël »

Aujourd'hui les questions se bousculent : Comment parvenir à faire oublier cette plaie ouverte depuis 1948 ? Comment faire pour supprimer ce ferment de révolution qui fait dire à tant d'Arabes que le moment est venu de balayer tous ces régimes arabes soumis et de poursuivre la lutte jusqu'à la libération de toute la Palestine ? Comment faire pour assurer la victoire de la

normalisation alors que, du Caire à Amman la colère populaire a remis l'Etat sioniste au centre de la cible de la révolution ? Comment faire pour stopper ce mouvement dont témoignent les actions déterminées contre les ambassades israéliennes, l'affirmation du refus de la normalisation avec Israël dans la plate-forme de la fédération des syndicats indépendants d'Egypte, la montée de l'exigence d'une véritable ouverture de Rafah, la remise en cause des accords économiques et politiques de l'Egypte et de la Jordanie avec l'Etat sioniste ?

Tel est le vrai dilemme des dirigeants impérialistes.

La colère qui couve en Palestine et au sein des peuples arabes n'éclatera pas en raison d'une prétendue frustration d'avoir été injustement privé d'un « Etat ».

Ce qui provoquera demain la colère ce seront les agressions de l'armée israélienne dans le Sinaï, la poursuite du blocus de Gaza et notamment le scandale de la prétendue ouverture de Rafah, les agressions croissantes des colons sionistes contre les villages palestiniens en Cisjordanie, la judaïsation accélérée de Jérusalem, les provocations contre le peuple du Liban, la répression des mouvements de réfugiés, la poursuite de l'occupation de l'Irak, les menaces d'intervention impérialiste en Syrie Etc.

Ce qui provoquera la colère c'est la volonté impérialiste de priver les peuples arabes de leur droit de prendre en main leur propre destinée, de disposer des ressources de leur sol et, s'agissant du peuple palestinien, d'exercer son droit à l'autodétermination au sein de toute la Palestine, partie intégrante du Machrek.

Quand le pitoyable spectacle de « Palestine 194 » sera terminé, on pourra peut-être revenir au sujet oublié : celui de la libération de la Palestine.

Peut-être sera-t-il alors possible de comprendre que la faillite totale et définitive du projet d'une « Palestine partagée entre deux peuples » est tout simplement l'aboutissement logique du plan de colonisation sioniste qui n'a pas commencé en 1967 et qui ne s'arrêtera jamais tant qu'existe un Etat sioniste qui est d'abord l'incarnation d'une idéologie coloniale réactionnaire, fauteur de guerre et facteur de haine, établi pour contrôler et diviser les peuples, au service de la domination impérialiste. La prochaine débandade de la direction palestinienne illégitime annoncera probablement son acte de décès et c'est tant mieux !

La fin de ce projet est en réalité une chance pour l'immense majorité des Palestiniens : un Etat croupion palestinien, dépourvu de toute souveraineté et légitimant l'existence de l'Etat d'Israël, eut été une étape supplémentaire dans la fragmentation territoriale et la division du peuple arabe.

La disparition de la perspective des deux Etats mettra un terme à une séquence historique porteuse d'illusions et de défaites. La suppression de cet obstacle est indispensable pour renouer le fil de l'Histoire du combat anti impérialiste et anti colonial mené pendant des décennies par les peuples de l'Orient arabe.

L'essor de la révolution arabe va bouleverser les termes de la lutte des Palestiniens en lui permettant de renouer avec la dimension anti-impérialiste et révolutionnaire qui a failli être détruite par les accords d'Oslo.

La question palestinienne va reprendre sa place centrale au sein de la question arabe : il ne s'agit pas d'une lutte pour « le partage de la terre entre deux peuples » mais de la remise en cause d'un état pivot de l'impérialisme au Moyen Orient et d'un combat pour l'émancipation.

L'affrontement n'est pas entre les 5 millions de Palestiniens et les 6 millions de Juifs israéliens présents sur la terre de l'ancienne Palestine mandataire mais entre le puissant essor des révolutions arabes en cours et l'Etat sioniste d'Israël, projection de l'Impérialisme occidental dans l'Orient arabe.

Cette modification du rapport des forces va entraîner une transformation radicale des termes de l'affrontement et de ses issues politiques possibles.

Il entraînera aussi une remise en cause profonde de la représentation palestinienne.

Ceux qui pensent que c'est seulement « de son plein gré qu'Israël évacuera les territoires occupés », ceux qui approuvent Abbas quand il affirme « notre objectif n'est pas d'isoler ou de délégitimer Israël » vont devoir s'effacer, emportés par le naufrage de la stratégie qui a conduit aux accords d'Oslo.

C'est à la question du partage qu'il faut revenir en effet, mais en comprenant que le problème n'est pas l'absence d'un Etat palestinien.

Le conflit prend racine dans la création de l'Etat colonial et c'est pour cette raison que la solution n'est pas d'appliquer le plan de partage mais de l'annuler totalement, au nom de l'émancipation des peuples arabes contre le projet impérialiste d'accaparement des richesses et de contrôle stratégique de l'Orient arabe et au nom de la révolution arabe qui s'est remise en marche et qui se heurtera nécessairement à l'Etat sioniste partie intégrante de la contre révolution.

Pour celles et ceux qui soutiennent les droits des Palestiniens, le combat pour la Palestine n'est certes pas de soutenir une supplique visant à obtenir une quelconque reconnaissance de l'ONU qui a légitimé en 1947 un projet de nettoyage ethnique et a donné le feu vert aux troupes sionistes pour mener la guerre coloniale de dépossession et d'expulsion des Palestiniens, guerre qui se poursuit encore aujourd'hui.

Le combat pour la Palestine est dans la poursuite de l'action visant à isoler l'Etat sioniste, notamment en poursuivant la campagne BDS.

Il est dans le développement de l'action contre le blocus de Gaza, en prenant place aux côtés des révolutionnaires égyptiens dans la campagne pour l'ouverture totale de Rafah

Il est dans l'engagement de forces militantes dans les actions des réfugiés aux frontières de la Palestine occupée, au Liban, en Jordanie et en Syrie.

Et il est, bien sûr, dans le soutien aux révolutions arabes, en solidarité notamment

Samedi 24 septembre 2011

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Pierre-Yves_Salingue.240911.htm

Etat palestinien: les USA opposeront leur veto à l'Onu.

Les Etats-Unis useront de leur droit de veto si les Palestiniens tentent d'obtenir la reconnaissance de leur Etat au Conseil de sécurité des Nations unies, a déclaré Victoria Nuland, porte-parole de la diplomatie américaine. "Cela ne devrait pas surprendre (...) les Etats-Unis sont opposés à une démarche des Palestiniens à New York pour essayer d'établir un Etat qui ne peut être obtenu que par la négociation. Donc oui, si quelque chose vient à être voté au Conseil de sécurité, les Etats-Unis opposeront leur veto", a indiqué devant les journalistes Mme Nuland.

Elle a confirmé la déclaration de la sous-secrétaire d'Etat américaine Wendy Sherman ayant annoncé officiellement que "les Etats-Unis utiliseraient leur veto contre toute tentative de reconnaissance de l'Etat palestinien aux Nations unies".

Washington appelle à la reprise de négociations directes entre Palestiniens et Israël pour éviter un "scénario négatif" à New York, tout en estimant que la présentation d'une demande palestinienne demeurerait incertaine. Faute de perspective de reprise des négociations de paix avec Israël, au point mort depuis des mois, M. Abbas a l'intention de présenter la requête palestinienne le 20 septembre prochain lors de la session de l'Assemblée générale des Nations unies, malgré l'hostilité d'Israël et des Etats-Unis.

Les Palestiniens vont demander l'adhésion pleine et entière à l'Onu de leur Etat dans les frontières d'avant l'occupation par Israël de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est et de la bande de Gaza. Ils ont la ferme intention de porter leur demande devant l'Onu, espérant obtenir le soutien de "plus de 150 pays" sur les 193 membres de l'organisation en cas de vote à l'Assemblée générale.

<http://fr.rian.ru/world/20110909/190925662.html>

Rami G. Khouri : Washington contre le droit international.

Si les États-Unis s'opposent à la demande palestinienne d'adhésion à l'ONU, c'est parce que cette initiative échappe à leur contrôle, estime l'intellectuel palestinien Rami G. Khouri.

Deux événements majeurs liés au Moyen-Orient ont eu lieu ce mois-ci à New York : la commémoration du 10e anniversaire des attentats du 11 septembre et la demande, à l'Assemblée générale qui se tient actuellement à l'ONU, de la reconnaissance d'un État palestinien sur les territoires occupés par Israël depuis 1967.

Nous serons prochainement fixés sur la reconnaissance que les Palestiniens cherchent à obtenir des Nations unies. La plupart des observateurs dignes de confiance s'attendent que cette demande obtienne le nombre de votes requis dans cette institution qui a toujours été juste avec la Palestine et qu'elle représente un autre gain symbolique pour la cause palestinienne.

Cependant, même si un "État de Palestine" incluant la Cisjordanie, la bande de Gaza et Jérusalem-Est est officiellement proclamé ou reconnu par l'ONU, cela ne débouchera probablement sur aucun changement concret, car les réalités du terrain ne sont pas déterminées par les votes de l'Assemblée générale de l'ONU, mais par l'attitude des Palestiniens et des Israéliens et celle des gouvernements étrangers qui les soutiennent. C'est pourquoi, étant donné son impact essentiellement rhétorique et symbolique, je reste personnellement partagé sur la demande palestinienne d'adhésion à l'ONU.

Beaucoup plus intéressantes, en revanche, sont les réactions extrêmes d'Israël et des États-Unis face à cette demande.

Les pouvoirs législatif et exécutif américains l'ont fermement condamnée, allant même parfois jusqu'à menacer de suspendre leur aide par mesure de représailles. Le gouvernement israélien a usé de toutes ses armes diplomatiques pour tenter de la faire rejeter, mais il a fini par se résigner à ce qu'elle soit mise au vote. L'argument le plus souvent invoqué par les Israéliens et les Américains est qu'elle entraverait les tentatives de règlement du conflit israélo-palestinien par des négociations bilatérales directes. Ils affirment cela le plus sérieusement du monde, même si leurs propos sont démentis par les faits passés et actuels. En réalité, depuis la conférence de Madrid de 1991 et les accords d'Oslo de 2003, les États-Unis et Israël ont largement orienté à leur guise le processus des négociations israélo-palestiniennes. Israël a pris en main les engagements diplomatiques, car le pays contrôle les événements sur le terrain avec son armée d'occupation, sa stratégie d'encerclement et ses colons, et qu'il tient les Palestiniens en otages en contrôlant leurs terres, leur espace aérien et maritime, leur commerce, leur sécurité et leurs ressources financières.

Les États-Unis, de leur côté, se sont attribués le rôle de médiateur dans les négociations bilatérales et ont provoqué une série d'échecs qui resteront probablement dans l'Histoire comme l'un des plus grands exemples d'incompétence diplomatique de l'humanité. Les historiens diront un jour s'il faut les imputer à de l'amateurisme ou au net parti pris en faveur d'Israël qui contrecarrait les efforts de médiation des États-Unis.

Dans un cas comme dans l'autre, avec le rapport de forces actuel et un médiateur américain si favorable à Israël, les négociations bilatérales n'ont aucune chance d'aboutir. Je soupçonne que la véritable raison pour laquelle les États-Unis et Israël s'opposent si violemment à la demande palestinienne d'adhésion à l'ONU, c'est parce qu'elle représente une rare initiative sollicitant une décision politique sur une question arabo-israélienne qu'ils ne contrôlent pas totalement mais pour laquelle les éléments de référence sont le droit international et le consensus mondial. Son acceptation serait un précédent si préoccupant pour les Israéliens et les Américains qu'ils utilisent toutes les armes et les menaces possibles pour faire rejeter la demande avant qu'elle n'aille plus loin.

C'est pour cette même raison que, l'an dernier, les deux pays ont réagi de manière tout aussi hystérique à la publication du rapport Goldstone [qui accusait Israël de crimes de guerre à Gaza]. Ils ne peuvent tout simplement pas accepter que des délibérations politiques ou des procédures diplomatiques relatives à Israël et à la Palestine aient lieu en dehors du cadre des priorités israéliennes et de la réponse servile des États-Unis à tous les souhaits d'Israël, grâce à la formidable puissance des lobbys pro-israéliens de Washington.

Ne nous laissons pas duper par ces débats - qui ne visent qu'à faire diversion - sur le vote essentiellement symbolique de la reconnaissance de l'État palestinien par l'ONU. La véritable question est de savoir si l'histoire de la Palestine et d'Israël sera

façonnée par la loi et par la détermination de la communauté des nations à traiter les deux camps de manière équitable ou par la puissance du sionisme et de son partenaire diplomatique américain, qui ressemble bien plus à la marionnette d'un ventriloque qu'à un acteur indépendant, et à plus forte raison un médiateur impartial.

Rami G. Khouri - The Daily Star

14 septembre

Des experts de l'Onu jugent illégal le blocus de Gaza.

Un groupe d'experts des Nations unies a estimé mardi que le blocus de la bande de Gaza par Israël constituait une violation du droit international, contredisant ainsi un autre rapport de l'Onu qui avait jugé légal le blocus de l'enclave palestinienne.

Des commandos israéliens sont intervenus le 31 mai 2010 pour arraisonner un navire, le Mavi Marmara, faisant partie d'une flottille qui tentait de rallier la bande de Gaza pour y apporter de l'aide humanitaire.

Lors de l'assaut, neuf militants turcs pro-palestiniens avaient été tués.

Le rapport Palmer de l'Onu avait jugé "excessive et déraisonnable" cette intervention militaire mais avait considéré légal le blocus imposé par Israël contre la bande de Gaza.

Un groupe de cinq experts indépendants, spécialistes des droits de l'homme, a en revanche estimé que le blocus constituait "une violation flagrante des droits de l'homme (...)".

Il juge aussi que le rapport Palmer a été influencé par la volonté de ne pas envenimer les relations entre la Turquie et Israël.

Parmi les cinq membres du groupe placés sous l'autorité du Conseil des droits de l'homme de l'Onu figurent notamment Richard Falk, rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme dans les territoires occupés, et Olivier de Schutter, rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation.

En septembre 2010, un rapport de la mission d'enquête du Conseil de l'Onu pour les droits de l'homme avait déjà jugé que l'armée israélienne avait fait preuve "d'une violence incroyable et absolument superflue" lors du raid.

mardi 13 septembre 2011, par La Rédaction

<http://www.aloufok.net/spip.php?article5318>

John Glaser : Israël s'Oppose à un Etat Palestinien Pour Eviter des Enquêtes sur Ses Crimes De Guerre.

Selon un câble de Wikileaks récemment publié des drones ont été utilisés à Gaza de même qu'il révèle les véritables raisons pour l'objection d'Israël à la création d'un état palestinien.

Un câble diplomatique secret du département d'état publié par Wikileaks a révélé que l'une des raisons principales derrière les objections d'Israël à un état palestinien c'est que l'absence d'état maintient les territoires occupés hors de la juridiction de la CPI qui poursuit les crimes de guerre.

L'avocat général militaire pour les forces armées israéliennes, Avichai Mandelblit, a rencontré l'ambassadeur US James B. Cunningham en Février 2010 pour discuter des enquêtes sur des accusations de mauvaise conduite lors des attaques d'Israël en Décembre 2008 et Janvier 2009 contre Gaza, l'Opération Plomb Durci.

Mandelblit a signalé à Cunningham que le ministre de la justice de l'autorité palestinienne Ali Kashan avait demandé au procureur de la CPI Luis Moreno-Ocampo d'enquêter sur d'éventuels crimes de guerre d'Israël dans les territoires occupés depuis 2002 jusqu'à l'Opération Plomb durci incluse. Le câble dit : « Mandelblit a dit que plusieurs opinions légales avaient été fournies à Ocampo notant que la CPI n'avait pas de juridiction légale du fait que l'AP n'avait pas d'état... »

Le dialogue est inhabituellement cru car les objections publiques d'Israël à un état palestinien aux Nations Unies devant être voté ce mois ci ont été banales et de nature politique.

Après avoir demandé à maintes reprises que les US «déclare publiquement leur position que la CPI n'a pas de juridiction sur Israël concernant l'opération de Gaza » Mandelblit «a mis en garde que la poursuite par l'AP d'Israël auprès de la CPI serait considérée comme une guerre par le GOI (gouvernement d'Israël).»

Mandelblit semble détourner les accusations de crimes de guerre non pas en niant qu'ils aient eu lieu mais en les récusant par un point technique légal. Mandelblit était accompagné par le Col Liron Libman directeur du département de droit international au sein de l'armée israélienne qui «a fait remarquer que la CPI était le problème le plus dangereux pour Israël».

Mandelblit a également rejeté le rapport de mission de l'ONU sur le conflit à Gaza, appelé rapport Goldstone d'après son chef, qui a trouvé à la fois Israël et le Hamas coupables de crimes de guerre. « Le GOI espère éventuellement que Goldstone disparaîtra » lit-on dans le câble. Il fait également état des propres enquêtes de l'armée israélienne sur le conflit mais refuse la possibilité «d'une commission d'enquête sur les enquêtes de l'armée israélienne » indépendante disant « personne ne pense que nous devrions le faire».

Le câble révèle également la première reconnaissance officielle trouvée dans les câbles de Wikileaks de

l'utilisation par Israël de drones lors de l'Opération Plomb Durci. Lors d'un bombardement par l'un de ses drones 16 civils ont été tués. «Un UAV (drone) a tiré sur deux combattants du Hamas devant la mosquée « lit -on dans le câble « et il y a eu 16 victimes à l'intérieur de la mosquée à cause d'une porte ouverte par laquelle des éclats sont rentrés lors de la prière».

Dans un câble d'un an plus tôt en Février 2009, l'ambassadeur israélien Benny Dagan a admis au responsable américain Robert J. Silverman que « la stratégie actuelle c'est d'utiliser une force disproportionnée pour répondre aux attaques du Hezbollah et du Hamas notant que cela pourrait prendre des frappes répétées dans les deux cas. »

1400 Palestiniens ont été tués lors d'attaques par les forces israéliennes pendant l'Opération Plomb Durci et 5000 blessés. Des centaines de tués, la moitié selon certaines estimations étaient des civils non armés dont 300 enfants, plus de 115 femmes et 85 hommes de plus de 50 ans. Des milliards de dollars d'infrastructures ont été endommagées et parmi les crimes un grand nombre d'attaques par les soldats israéliens sur des installations civiles

[John Glaser](#)

02/09/2011

Traduction [Mireille Delamarre](#)

[Article en anglais](#)

Information complémentaire

Le dernier rapport d'un comité d'experts de l'ONU stipule que contrairement à ce qu'a affirmé le rapport Palmer concernant le raid israélien contre la Flottille de la Liberté pour Gaza en Mai 2010 au cours duquel 9 personnes, des Turcs - ont été tuées , le blocus de Gaza est illégal violant le droit international réaffirmant ainsi ce qu'avait déjà conclu un rapport de mission de Septembre du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, de même qu'un rapport du CICR après enquête sur place.

Le blocus est une punition collective en « **flagrante violation du droit humanitaire international** « selon tous ces rapports.

21 septembre 2011

"The wandering who" de Gilad Atzmon

Irib "Israël", de plus en plus isolé.

C'était une réalité, depuis l'opération meurtrière menée à Gaza, au début de l'année 2009, par l'armée israélienne. C'est maintenant une évidence. Israël est isolé, sur la scène internationale.

Ni la punition collective, infligée, de façon chronique, à la population de Gaza, ni la violence du commando, intervenu, il y a, maintenant, un an, dans les eaux internationales, pour bloquer un convoi humanitaire, ne peuvent être justifiées. La réaction indignée de la communauté internationale le dit, on ne peut plus clairement. Et, maintenant, huit mois après la chute de Hosni Moubarak, l'ambassadeur d'Israël, au Caire, a été évacué, samedi, sous la pression de la rue, et son confrère, à Ankara, a été expulsé.

Le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, fait, cependant, le dos rond, pour préserver la paix avec l'Égypte et l'espoir d'une réconciliation avec la Turquie, deux pays, qui jouent un rôle pivot, dans l'environnement

stratégique régional. Le drapeau du régime sioniste, qui flottait, depuis 1979, au 17e étage d'un bâtiment du

Caire, a été déchiré et incendié par des milliers de manifestants. Les locaux de l'ambassade ont été saccagés et des piles de documents, jetées par les fenêtres. La crise avec l'Égypte survient, au moment où Israël est engagé dans un bras de fer avec la Turquie, en raison de l'abordage meurtrier du ferry turc, "Mavi Marmara", qui tentait de briser le blocus de Gaza, par des commandos de marine israéliens, en mai 2010, faisant 9 morts, parmi les pacifistes turcs. Devant le refus de Netanyahu de présenter des excuses, Ankara a suspendu tous ses liens commerciaux et militaires avec Israël. Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, exige des «excuses», et hausse le ton. De fait, le pire reste, peut-être, à venir, pour Israël, confronté à la demande d'adhésion d'un État de Palestine aux Nations unies. Les Palestiniens devraient annoncer, dans les prochains jours, s'ils présentent leur requête historique au Conseil de sécurité, pour devenir pays membre, à part entière, de l'ONU. Le régime sioniste s'oppose, farouchement, à cette démarche, mais risque une défaite diplomatique, les Palestiniens semblant assurés d'obtenir une majorité, en leur faveur, à l'Assemblée générale.

Il n'en reste pas moins qu'Israël apparaît affaibli et isolé, tant au Proche-Orient que sur la scène mondiale, au moment où les Palestiniens veulent demander l'adhésion de leur État, à l'ONU, en principe, le 20 septembre.

LEMONDE.FR avec AFP : Des milliers de détenus palestiniens en Israël en grève de la faim

Des milliers de Palestiniens détenus par Israël ont entamé mercredi 28 septembre une grève de la faim pour dénoncer l'isolement carcéral, a affirmé le ministre des prisonniers palestinien Issa Qaraqä.

"Je peux confirmer que tous les détenus des prisons israéliennes ont entamé une grève de la faim de trois jours, qui pourrait être prolongée, à titre d'avertissement à l'administration israélienne", a déclaré M. Qaraqä à Ramallah. "Près de 200 prisonniers du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP, gauche radicale) et d'autres ont commencé hier une grève de la faim illimitée pour protester contre l'isolement continu de leur secrétaire général Ahmad Saadat depuis quatre ans", a indiqué le ministre.

DIX ANS D'ISOLEMENT

"Il y a des prisonniers à l'isolement depuis dix ans", a-t-il ajouté, précisant que la grève s'était étendue à toutes les prisons pour dénoncer l'isolement ainsi que des mesures punitives croissantes contre les détenus, selon lui.

"Les autorités pénitentiaires ont imposé de lourdes sanctions et des mesures sans précédent, mettant les prisonniers en état de rébellion contre toutes les règles en vigueur dans les prisons de l'occupation", a-t-il poursuivi.

Selon l'organisation israélienne de défense des droits de l'homme B'Tselem, plus de 5 000 Palestiniens sont détenus par Israël, dont près de 200 mineurs.

LEMONDE.FR avec AFP |

28.09.

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/09/28/des-milliers-de-detenus-palestiniens-en-israel-en-greve-de-la-faim_1579169_3218.html

Paroles & actions du président cette semaine ...

Chavez: Barack Obama un «Monument historique de cynisme».

Le président vénézuélien Hugo Chavez a qualifié jeudi de «monument historique de cynisme» le discours de Barack Obama mercredi à l'ONU à propos de la Palestine. Dans son discours à la tribune des Nations unies, unanimement jugé «pro-israélien» dans les Territoires palestiniens comme en Israël, M.Obama a rejeté la demande d'adhésion pleine et entière d'un Etat de Palestine à l'ONU.

Ce fut «un monument historique de cynisme, ça se voyait sur son visage qui était un vrai poème», a lancé Hugo Chavez aux médias à son retour de Cuba où il venait de subir un quatrième cycle de chimiothérapie pour soigner son cancer. Plus tôt dans la semaine, Hugo Chavez avait écrit au secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon pour réitérer son appui à la reconnaissance d'un Etat palestinien.

Irib

24/09/2011

2 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

1 Politique Israélienne

1-1 Netanyahu : "Flottille: Pas besoin de nous excuser."

Le Premier Ministre Netanyahu a réitéré ce dimanche son refus de s'excuser auprès de la Turquie pour l'agression meurtrière contre un ferry turc en route pour Gaza l'an dernier.

"Nous n'avons pas besoin de nous excuser pour avoir agi afin de défendre nos concitoyens, nos enfants et nos villes", a estimé Netanyahu, à l'ouverture du conseil des ministres hebdomadaire.

"Nous n'avons pas besoin de nous excuser pour nos soldats qui se sont défendus face à des attaques violentes de la part d'activistes de l'IHH (ONG humanitaire turque). Nous n'avons pas à nous excuser quand nous agissons pour stopper la contrebande d'armes destinées au Hamas, une organisation terroriste qui a déjà tiré 10.000 missiles, roquettes et obus de mortiers contre nos citoyens", a-t-il prétendu.

"Mais, parallèlement, je répète qu'Israël exprime ses regrets pour les pertes en vies humaines. J'espère que nous trouverons le moyen de surmonter nos divergences avec la Turquie. Israël n'a jamais voulu et continue à ne pas vouloir aujourd'hui une dégradation de ses relations avec la Turquie", a-t-il également ajouté.

Par ailleurs, le ministre de l'Environnement Gilad Erdan, un proche de Netanyahu a déclaré à la radio publique qu'"Israël n'a aucun intérêt à une escalade avec la Turquie, bien au contraire".

La Turquie a décidé d'expulser l'ambassadeur d'"Israël" à Ankara et de geler les relations militaires.

Ankara a pris ces mesures à la suite de la publication jeudi d'un rapport d'enquête commandité par l'ONU estimant que l'armée israélienne avait eu recours à une force "excessive et déraisonnable" mais reconnaissant la légalité du blocus naval israélien contre Gaza.

1-2 Lieberman : État palestinien à l'ONU: Lieberman promet des «conséquences dures et graves»

Le ministre israélien des Affaires étrangères Avigdor Lieberman a mis en garde mercredi les Palestiniens contre les «conséquences dures et graves» de leur demande imminente d'adhésion d'un État de Palestine à l'ONU. «Ce que je peux dire avec la plus totale certitude, c'est qu'à partir du moment où ils font passer une décision unilatérale, il y aura des conséquences dures et graves», a affirmé M. Lieberman lors d'un discours public dans le sud d'Israël.

Le ministre nationaliste a toutefois refusé de préciser la nature de ces «conséquences». «Le moment n'est pas venu de donner des détails sur ce qui se passera», a-t-il déclaré, tout en assurant que ces propos ne constituaient pas une «menace».

«J'espère que nous n'arriverons pas à ces conséquences dures et graves et que le bon sens l'emportera dans toutes les décisions qui seront prises afin de parvenir à un modus vivendi permettant de coexister et de faire avancer les négociations», a-t-il ajouté.

M. Lieberman a rencontré mercredi la chef de la diplomatie de l'Union européenne, Catherine Ashton, qui s'est aussi entretenue dans la matinée avec le premier ministre Benyamin Nétanyahou et le ministre de la Défense Ehoud Barak.

Mme Ashton a décidé de prolonger son séjour en Israël pour poursuivre ses consultations et tenter de trouver une solution de compromis afin de «ramener les parties à la table des négociations».

Elle devait à nouveau rencontrer M. Nétanyahou mercredi soir.

«Le mandat que j'ai pour être dans la région, cette semaine, est de sonder les moyens de pouvoir faire avancer les négociations et de trouver une façon qui permette au peuple d'Israël et au peuple de Palestine de vivre côte à côte, en paix et en sécurité», a indiqué dans un communiqué Mme Ashton qui a rencontré mardi au Caire les représentants de la Ligue arabe et le président palestinien Mahmoud Abbas.

«Et j'espère que, dans les prochains jours, ce que nous serons capables d'obtenir ensemble sera susceptible de permettre aux négociations de redémarrer», a-t-elle ajouté.

Israël et les États-Unis s'opposent à la demande que doit présenter Mahmoud Abbas la semaine prochaine à l'ONU et prônent un retour à des négociations directes totalement gelées depuis un an.

Des représentants américains -- l'émissaire pour le Proche-Orient David Hale et le conseiller spécial du président Barack Obama, Dennis Ross -- ont été dépêchés mercredi dans la région pour tenter de dissuader les Palestiniens de présenter leur demande.

Selon un bref communiqué de son bureau, le ministre israélien de la Défense Ehoud Barak s'est entretenu de ce projet mercredi avec M. Ross.

Interrogé par l'AFP, un haut responsable israélien a de nouveau rejeté mercredi une relance des négociations sur la base des lignes de 1967, c'est-à-dire avant l'occupation israélienne de Jérusalem-Est, de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

«Le premier ministre a toujours dit que les frontières devraient être fixées dans le cadre de négociations directes avec les Palestiniens, en tenant compte des impératifs de sécurité et nationaux d'Israël», a affirmé ce responsable en jugeant les lignes de 1967 «indéfendables».

Un responsable du ministère des Affaires étrangères a pour sa part reconnu qu'Israël avait peu de chance d'empêcher un vote favorable aux Palestiniens aux Nations unies.

En visite dans le district d'Eshkol, un secteur du désert du Néguev (sud) régulièrement cible des roquettes tirées depuis Gaza, le président israélien Shimon Pérès a appelé à la reprise des pourparlers avec les Palestiniens.

«Nous devons faire tout notre possible pour que des négociations directes reprennent rapidement avec les Palestiniens. Je sais d'expérience que ce qui paraît impossible peut devenir possible», a-t-il dit.

14-09

<http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/201109/14/01-4447589-etat-palestinien-a-lonu-lieberman-promet-des-consequences-dures-et-graves.php>

1-3 Politique extérieure.

Israël lance un avertissement à l'ONU.

Le ministre des Affaires étrangères a menacé l'ONU d'une réaction vigoureuse, de la part de ce régime, en cas d'un vote favorable à la reconnaissance de l'Etat indépendant palestinien.

Avigdor Lieberman, en mettant en garde l'Organisation des Nations-Unies, contre la reconnaissance de la Palestine, a prévenu que "si cela devait se produire, Israël rompra ses relations avec l'Autorité autonome de la Palestine". Il a prétendu que la question de la Palestine doit être, seulement, résolue, via des négociations. «Israël soutiendra la proposition du Quartette (comité quadripartite pour la paix au Moyen-Orient composé des représentants de l'Union Européenne, de l'ONU, de la Russie et des Etats-Unis) de reprendre les négociations. Le Quartette s'efforce de neutraliser les efforts des Palestiniens, pour la formation d'un Etat indépendant. Lors de la réunion du Quartette, il a été proposé de réaliser, d'ici fin 2012, l'accord de compromis entre la Palestine et Israël. Le cabinet sécuritaire du régime sioniste tiendra, demain, une réunion, pour examiner la proposition du Quartette, concernant la reprise des négociations directes avec les Palestiniens. Selon certaines

sources du bureau du Premier ministre, Benyamin Netanyahu, la réponse d'Israël au Quartette sera positive, car l'objectif en est le retour immédiat à des négociations inconditionnelles, sans arrêter la colonisation ou retourner aux frontières de 1967.

IRIB

26/09/2011

<http://french.irib.ir/info/moyen-orient/item/143943-isra%C3%ABl-lance-un-avertissement-%C3%A0-1%E2%80%99onu>

3 Politique Internationale

a) Pays Arabes & voisins

1 Égypte

Tensions: un mur érigé autour de l'ambassade d'Israël au Caire

Le 18 août, cinq policiers égyptiens ont été tués par Israël dans le Sinaï.

Le Caire a construit lundi un mur autour de l'ambassade israélienne pour éviter de nouvelles attaques de manifestants.

Les autorités égyptiennes ont fait construire un mur autour de l'ambassade d'Israël au Caire à la suite d'un regain de tensions entre les deux pays. Dernier épisode en date: un manifestant a escaladé le bâtiment pour y retirer le drapeau israélien.

Lors des travaux, des Égyptiens se sont rassemblés non loin du chantier pour manifester leur mécontentement.

L'inscription «Le peuple veut la chute du mur» a été taguée sur la nouvelle enceinte.

«Le but (...) est de protéger les étages en bas du bâtiment et d'éviter des tensions entre manifestants et habitants», a dit le gouverneur Ali Abdel Rahman au journal «Al Masri al Youm».

Les relations entre Israël et l'Égypte se sont dégradées depuis la mort de cinq policiers égyptiens tués le 18 août lors d'une opération israélienne dans le Sinaï.

Des centaines d'Égyptiens ont ensuite protesté devant l'ambassade d'Israël au Caire, réclamant l'expulsion de l'ambassadeur. Le gouverneur d'une province égyptienne a récompensé le manifestant qui a arraché le drapeau en lui donnant un travail, une maison et une médaille.

L'Égypte est le premier pays arabe à avoir conclu un accord de paix avec l'État hébreu, en 1979.

ATS |

05.09.2011 |

<http://www.24heures.ch/actu/monde/tensions-mur-erige-autour-ambassade-israel-caire-2011-09-05>

Égypte: Le traité de paix avec Israël n'est pas «sacré».

Le premier ministre égyptien Essam Charaf a jugé jeudi que le traité de paix signé en 1979 avec Israël, le premier ratifié entre l'État hébreu et un pays arabe, n'était pas «sacré», au moment où les relations entre les deux pays connaissent une période de tensions.

Ce traité de paix «n'est pas quelque chose de sacré et il peut subir des changements», a déclaré M. Charaf dans un entretien avec une télévision turque, selon des propos rapportés par l'agence officielle égyptienne Mena.

«Le traité de Camp David peut toujours être discuté ou modifié dans l'intérêt de la région ou tout simplement de la paix», a ajouté le chef du gouvernement égyptien.

Ces déclarations surviennent après une visite au Caire du premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, mardi et mercredi, où il s'est fait le héraut de la cause palestinienne et a une nouvelle fois attaqué l'État hébreu avec virulence.

Interrogé sur la pertinence du choix de cette semaine pour le voyage en Égypte de M. Erdogan, alors que les relations entre Ankara et l'État hébreu se sont également dégradées, M. Charaf a affirmé: «La visite de M. Erdogan est intervenue à un moment délicat puisque de véritables changements sont en train d'avoir lieu au Moyen-Orient».

«Nous devons nous occuper de la racine du problème et le problème au Moyen-Orient, c'est l'occupation israélienne de la terre palestinienne», a-t-il poursuivi.

Ces déclarations surviennent sur fond de tensions entre l'État hébreu et l'Égypte après notamment que l'ambassade d'Israël au Caire, symbole de la paix conclue il y a plus de trente ans, mais qui cristallise aussi la colère d'une partie de l'opinion égyptienne, a été attaquée vendredi soir lors d'une violente manifestation.

Trois personnes ont été tuées et un millier d'autres blessées dans les affrontements avec les forces de l'ordre qui ont accompagné cette attaque. L'ambassadeur d'Israël en Égypte a dû rentrer précipitamment dans son pays.

Le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avait quant à lui cherché à minimiser la portée de cette attaque pour les relations bilatérales, affirmant samedi que «nous sommes engagés à préserver la paix avec l'Égypte, ce qui est dans l'intérêt de l'Égypte et d'Israël».

Les relations entre les deux pays traversaient déjà une crise grave après la mort de cinq policiers égyptiens, tués le 18 août alors que l'armée israélienne poursuivait des auteurs présumés d'attaques dans le secteur d'Eilat, près de la frontière avec l'Égypte. Un sixième policier, blessé, est décédé ces derniers jours.

M. Charaf est revenu sur cette affaire dans son interview, en soulignant que le fait que des policiers égyptiens aient été «tués par Israël sur le territoire égyptien a atteint tous les Égyptiens dans leur fierté».

Les militants qui ont provoqué en février la chute du président Hosni Moubarak réclament une révision du traité de paix. L'influent mouvement des Frères musulmans a lui aussi déclaré vouloir une révision de ce traité, sans évoquer sa rupture.

L'armée aujourd'hui au pouvoir en Égypte a affirmé à plusieurs reprises son attachement aux pactes internationaux conclus par le passé, qui comprennent les accords de paix signés du temps du président Anouar el-Sadate.

La communauté internationale, tout particulièrement les États-Unis qui avaient parrainé ces accords historiques, avaient insisté, après la démission de M. Moubarak le 11 février, pour que Le Caire donne des assurances qu'ils seraient respectés.

15-09

<http://www.cyberpresse.ca/international/afrique/201109/15/01-4448071-egypte-le-traite-de-paix-avec-israel-nest-pas-sacre.php>

2 Turquie

La Turquie a expulsé l'ambassadeur d'Israël et les hauts diplomates israéliens.

La Turquie a aussi suspendu les accords militaires, au lendemain de la divulgation d'un rapport commandité par les Nations Unies et déclarant qu'Israël avait utilisé une force excessive lors de l'acte de piratage commis sur un navire en route pour Gaza.

L'armée israélienne avait alors assassiné neuf ressortissants turcs.

Piquée au vif par le refus d'Israël de répondre aux demandes d'excuses officielles, de verser une compensation aux familles des tués, et de mettre fin au blocus des Palestiniens vivant dans l'enclave de Gaza, la Turquie a annoncé qu'elle dégradait ses liens avec l'état sioniste.

« Les relations diplomatiques entre la Turquie et Israël ont été réduites au niveau d'un deuxième secrétaire. Tout le personnel au-dessus de ce niveau seront renvoyés chez eux d'ici mercredi au plus tard », a déclaré Ahmet Davutoglu, ministre turc des Affaires étrangères, lors d'une conférence de presse à Ankara.

La réaction de la Turquie au rapport longtemps attendu, qui a également déclaré que le blocus naval israélien contre la bande de Gaza était légal, a approfondi le différent d'Ankara avec Israël.

Ce rapport a été [commandité par le fantoche Ban Ki-Moon à un sioniste notoire et à un criminel de guerre depuis longtemps lié aux Israéliens et passible des tribunaux internationaux - N.d.T]

L'ambassadeur israélien, Gabby Levy est actuellement en Israël et a annulé toutes ses activités de façon à quitter la Turquie jeudi.

Immédiatement après l'attentat contre le convoi d'aide l'année dernière, la Turquie a retiré son ambassadeur en Israël, suspendu les exercices militaires conjoints et a interdit l'espace aérien turc à l'aviation militaire israélienne.

Ce vendredi, la Turquie est allé plus loin en gelant totalement les accords militaires passés avec son allié d'autrefois.

« Tous les accords militaires ont été suspendus », a ajouté M. Davutoglu.

Davutoglu a déclaré également que certaines des conclusions du rapport étaient très discutables et que la Turquie ne reconnaît pas la légitimité du blocus de Gaza.

« La Turquie prendra toutes les mesures qu'elle considèrera comme nécessaires pour assurer la liberté de navigation en Méditerranée orientale », a déclaré Davutoglu.

« La Turquie ne reconnaît pas le blocus israélien de Gaza. Elle soumettra l'étude de ce blocus à la Cour internationale de Justice. Nous commençons à prendre les initiatives nécessaires pour obtenir une prise de position de l'Assemblée générale des Nations Unies (à ce sujet) », a-t-il ajouté.

Il a également déclaré qu'un appui serait fourni aux victimes turques et étrangères pour obtenir justice auprès des tribunaux.

Un des neuf Turcs assassinés était aussi citoyen américain.

Le rapport, préparé par un groupe dirigé par l'ancien Premier ministre de Nouvelle-Zélande Palmer Geoffrey, devrait être officiellement remis au secrétaire général Ban Ki-moon puis officiellement publié alors.

Le *New York Times* a publié sur son site Web dès ce jeudi une copie qu'il s'était procurée.

2 septembre 2011 –

Ma'an News - Vous pouvez consulter cet article à : <http://www.maannews.net/eng/ViewDet...>

Ma'an News

Vendredi 2 Septembre 2011

Traduction : Info-Palestine.net

Barak Ravid : La Turquie porte la question de la légalité du blocus israélien de Gaza devant le tribunal international de La Haye.

Le ministre des affaires étrangères de la Turquie a déclaré que Ankara allait en appeler à la Cour Internationale de Justice de La Haye la semaine prochaine, après avoir rejeté le rapport de l'ONU sur l'attaque de la flottille qui affirme que le blocus israélien de l'enclave côtière de Gaza est légal.

La Turquie a l'intention de porter la semaine prochaine devant la Cour Internationale de Justice de La Haye le cas de la légalité du blocus naval israélien de la bande de Gaza, a annoncé samedi le ministre des affaires étrangères turc, Ahmet Davutoglu, suite au rejet du rapport de l'ONU sur le raid de 2010 sur la flottille qui faisait route vers Gaza.

Les relations diplomatiques tendues entre Israël et la Turquie se sont dramatiquement détériorées vendredi, quand la Turquie a annoncé l'expulsion de l'ambassadeur israélien à cause du refus opiniâtre d'Israël de présenter des excuses pour le raid de son armée qui a causé la mort de neuf Turcs.

La Turquie a aussi déclaré qu'elle rejetait la mention du rapport Palmer selon laquelle le blocus de l'enclave côtière serait légal et Davutoglu a ajouté que la Turquie "ne pouvait pas accepter le blocus de Gaza".

"Nous ne pouvons pas dire que le blocus est conforme au droit international" a-t-il dit, et il a ajouté que la position exprimée par la Commission qui a rédigé le rapport Palmer était "une opinion personnelle qui ne correspondait pas à la position de la Turquie".

Dans un interview accordé à la radio turc TRT samedi, Davutoglu a dit que Ankara se préparait à en appeler à la Cour Internationale de Justice de La Hayes et il a réaffirmé la position officielle de la Turquie qui rejette les conclusions du rapport Palmer.

Il a ajouté que Ankara avait l'intention de porter l'affaire devant la Hayes la semaine prochaine en précisant : "Nous accepterons la décision de la Cour Internationale de Justice. Nous nous en remettons à elle."

Le ministre des Affaires Etrangères turc a aussi dit que le raid sur la flottille constituait la première incidence où des civils turcs étaient tués par une armée étrangère et a ajouté : "Nous ne pouvons pas rester silencieux en de telles circonstances."

"Si Israël persiste dans son attitude actuelle, le printemps arabe engendrera une forte opposition à Israël en plus du débat sur les régimes autoritaires," a-t-il dit.

L'annonce du ministre turc des affaires étrangères a suivi celle d'autres officiels turcs au Hurriyet Daily News selon laquelle Ankara avait l'intention de renforcer manière significative sa présence militaire à l'est de la Méditerranée pour affirmer militairement sa perception du blocus.

"L'est de la Méditerranée ne sera plus un endroit où les forces navales israéliennes pourront librement brutaliser les navires civils" a dit un officiel turc.

Dans ce but, la marine turc augmentera ses patrouilles à l'est de la Méditerranée et poursuivra "une stratégie plus agressive". Et, selon les rapports, les vaisseaux de la marine turc accompagneront les navires civils qui amènent de l'aide humanitaire à la bande de Gaza.

Un autre but de ce plan d'action est d'assurer la libre navigation dans la région entre Chypres et Israël où Israël et Chypres collaborent au forage du pétrole et du gaz par endroits.

De plus le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a demandé à son ministre des affaires étrangères de lui organiser une visite dans la bande de Gaza très prochainement.

"Nous voulons que cette visite ait lieu au bon moment" a dit un officiel turc. Notre objectif principal est d'attirer l'attention du monde sur ce qui se passe à Gaza et de pousser la communauté internationale à mettre fin à l'embargo injuste imposé par Israël."

Barak Ravid

5 septembre

3 septembre 2011 - Uruknet - Vous pouvez consulter cet article à : <http://www.uruknet.info?p=81092>

Traduction : Dominique Muselet

La Turquie va escorter ses bateaux vers Gaza.

Le Premier ministre turc Recep Erdogan a affirmé vouloir faire usage de son droit de contrôler les eaux territoriales dans l'est de la Méditerranée. [Burhan Ozbilici - Keystone]

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a affirmé jeudi que les forces navales de son pays escorteraient désormais les bateaux turcs transportant de l'aide humanitaire à Gaza, après le refus d'Israël de s'excuser pour l'assaut meurtrier d'un navire turc en mai 2010.

"Les navires de guerre turcs seront chargés de protéger les bateaux turcs acheminant des aides humanitaires vers la bande de Gaza", soumis à un blocus israélien, a déclaré Recep Erdogan, cité par la chaîne de télévision Al-Jazira.

"Désormais, nous ne permettrons plus que ces bateaux soient la cible d'attaques de la part d'Israël comme cela a été le cas avec la flottille de la Liberté, car Israël fera alors face à une riposte appropriée", a ajouté Recep Erdogan, selon une traduction en arabe de ses propos tenus en turc.

[Les relations entre les 2 pays, jadis excellentes, se sont tendues ces 2 dernières années. \[Keystone\]](#)

La Turquie sera ferme sur son droit à contrôler les eaux territoriales dans l'est de la Méditerranée" et "a entrepris des mesures pour empêcher Israël d'exploiter unilatéralement les ressources naturelles" de cette région, a-t-il averti.

Les relations bilatérales de la Turquie avec Israël, jadis excellentes, se sont nettement dégradées notamment après la publication jeudi d'un rapport d'enquête commandité par l'ONU. Ce rapport considère que l'armée israélienne a eu recours à une force "excessive et déraisonnable" lors du raid qui a coûté en mai 2010 la vie à neuf passagers turcs, mais juge légal le blocus naval imposé par Israël contre la bande de Gaza.

La Turquie a décidé vendredi d'expulser l'ambassadeur d'Israël à Ankara et de geler les relations militaires, jadis florissantes, pour protester contre le refus d'Israël de présenter des excuses pour le raid meurtrier.

Benjamin Netanyahu fait l'éloge du commando

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avait fait l'éloge mercredi des membres du commando ayant participé à l'abordage du ferry Mavi Marmara, faisant partie d'une flottille de militants pro-palestiniens qui tentaient de forcer dans les eaux internationales le blocus maritime imposé par Israël autour de la bande de Gaza contrôlée par les islamistes du Hamas.

Visite perçue comme une provocation

Par ailleurs, Recep Erdogan a exprimé son souhait de se rendre à Gaza, à l'occasion d'une visite prévue la semaine prochaine en Egypte. Une telle visite dans la bande de Gaza, dirigée par le mouvement islamiste radical palestinien Hamas, risquerait de porter un nouveau coup aux relations entre la Turquie et Israël, en froid depuis plus

de deux ans.

afp/rber

09.09

<http://www.tsr.ch/info/monde/3386650-la-turquie-va-escorter-ses-bateaux-vers-gaza.html>

Erdogan met en garde Israël contre ses "agissements" en Méditerranée.

En visite à Tunis, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a averti jeudi que son pays "ne peut pas assister en spectateur aux agissements d'Israël". "Israël ne peut pas faire comme bon lui semble en Méditerranée", a-t-il lancé.

Parlant lors d'une conférence de presse en présence de son homologue tunisien Béji Caïd Essebsi avec lequel il venait de s'entretenir, il a assuré que les navires turcs seront protégés à l'avenir, mettant l'accent sur "la détermination" d'Ankara de veiller à la liberté de navigation dans les eaux internationales.

"Vous allez voir, nous sommes déterminés à le faire, car nous vivons tous en Méditerranée", a-t-il martelé.

M. Erdogan a rappelé les mesures prises par son gouvernement après l'attaque par un commando israélien du convoi humanitaire qui se dirigeait vers Gaza en juin dernier, causant la mort de neuf militants turcs, notamment le renvoi de l'ambassadeur d'Israël à Ankara, l'abaissement des relations diplomatiques au niveau du deuxième secrétaire et le gel des accords militaires conclus par les deux pays.

Il a écarté une normalisation des relations avec l'Etat hébreu tant que celui-ci n'aura pas présenté des excuses, dédommagé les victimes et levé le blocus imposé à la bande de Gaza.

"Notre position est claire en ce qui concerne le Proche-Orient: nous sommes de A à Z avec les frères palestiniens et nous défendrons la levée du blocus auprès de la cour de La Haye", a-t-il encore dit.

Selon le Premier ministre tunisien, Tunis et Ankara "soutiennent la démocratie, la dignité des peuples et leur droit à l'autodétermination, en premier lieu du peuple palestinien".

Il a affirmé que les deux parties appuyaient les efforts des Palestiniens pour la création d'un Etat, jugeant cette démarche "juste".

Les deux hommes se sont, par ailleurs, prononcés en faveur de l'équation islam-démocratie. "La Tunisie et la Turquie sont convaincues que l'islam et la démocratie ne sont pas antinomiques", a fait valoir Caïd Essebsi relayé par Erdogan pour qui "islam et démocratie vont de pair".

"En Turquie, 99% de la population est musulmane et cela ne nous pose aucun problème. Vous pouvez faire de même ici (en Tunisie)", a plaidé le dirigeant turc, notant que "la démocratie doit émaner des urnes".

M. Erdogan a éludé une question sur les relations du Parti de la justice et du développement (AKP) qu'il dirige avec le mouvement islamiste tunisien Ennahdha, dont le chef Rached Ghannouchi est allé l'accueillir mercredi soir à son arrivée à Tunis. "Nous respectons toutes les idées du peuple tunisien et ses choix, et quel que soit le parti qui sortira vainqueur des élections (prévues en Tunisie le 23 octobre prochain), nous aurons de bonnes relations avec lui", a-t-il assuré.

En réponse à une question sur la relation entre l'Etat et la religion, M. Erdogan a fait valoir que "la Turquie est un Etat démocratique, laïc, social et de droit".

Se démarquant du laïcisme anglo-saxon, il considère que ce concept ne se situe pas à l'échelle de l'individu, mais plutôt de l'Etat qui "traite toutes les religions sur un pied d'égalité et offre des garanties à toutes les minorités".

Au plan bilatéral, le chef du gouvernement turc, qui est accompagné d'une importante délégation ministérielle et d'hommes d'affaires, s'est dit persuadé que les relations avec la Tunisie seront développées dans le futur dans les domaines économiques, touristique et militaire, ainsi qu'au niveau des investissements turcs.

"Nous allons franchir de nouvelles étapes et irons de l'avant", a-t-il promis, en jugeant "insuffisant" le niveau actuel des échanges entre la Tunisie et la Turquie, estimé à un milliard de dollars.

AP

15-09

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20110915.FAP4447/erdogan-met-en-garde-israel-contre-ses-agissements-en-mediterranee.html>

4 Usa (le parrain)

4-1 Obama

Aussitôt élu, Obama a offert à Israël des armes refusées par Bush.

Selon le quotidien israélien, "Yediot Ahronot", citant le site du "Daily Beast", le magazine américain, "Newsweek", compte publier, lundi prochain, un article révélant que le Président Barak Obama a offert, en secret, à l'entité sioniste, il y a deux ans, 55 bombes anti-bunker. Des armes demandées par Israël depuis longtemps. Mais les administrations précédentes avaient toujours refusé de répondre à la requête de l'entité sioniste. Dans ce contexte, le quotidien "Yediot Ahronot" s'interroge «si George Bush est considéré comme un grand ami d'Israël, alors, comment se fait-il que Barack Obama ait accepté d'offrir à Israël des armes que son prédécesseur aurait refusé»? Selon le site "The Daily Beast", des sources américaines et israéliennes ont affirmé au "Newsweek" qu'il a été convenu que les bombes de type GBU-28, utilisées, surtout, pour le bombardement de sites nucléaires souterrains, ont, en fait, été transportées vers Israël, en 2009, soit quelques mois après la nomination de Barack Obama comme président.

24/09/2011

Irib

4-2 2 Les grandes manœuvres

Washington s'engage à préserver la suprématie d'Israël.

Le secrétaire américain de la Défense, Leon Panetta, s'est engagé, devant son homologue israélien, Ehud Barak, à préserver la suprématie militaire d'Israël, au Moyen-Orient. Le porte-parole du département de la Défense américain a rapporté, à l'issue de la réunion entre Barak et Panetta, au Pentagone, l'importance de garder des relations étroites, dans le domaine de la sécurité entre les deux parties. Il a ajouté que Washington s'est engagé à préserver la suprématie militaire israélienne, dans la région.

Irib

ONU : nouvelle mission des émissaires américains : dissuader les Palestiniens de présenter un projet d'adhésion à l'ONU.

Des émissaires de l'administration Obama vont retourner au Proche-Orient dans le cadre des efforts américains pour dissuader les Palestiniens de présenter un projet d'adhésion à l'ONU de leur Etat, a annoncé mardi la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton. "Je renvoie dans la région dans les prochains jours David Hale (l'émissaire américain pour le Proche-Orient) et (le conseiller spécial du président américain Barack Obama) Dennis Ross", a-t-elle déclaré lors d'un point de presse.

Les deux diplomates, a-t-elle précisé, rencontreront le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le président palestinien Mahmoud Abbas. MM. Hale et Ross étaient déjà dans la région la semaine dernière. Les deux émissaires doivent s'envoler de Washington mardi soir pour deux jours, a précisé la porte-parole Victoria Nuland. Ils ont aussi d'ores et déjà prévu de s'entretenir avec des responsables européens à New York à leur retour.

La secrétaire d'Etat a dit multiplier elle-même les contacts pour tenter d'empêcher que le président Abbas présente sa demande à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU dans une semaine, sans doute le 20 septembre.

"Nous ne voulons négliger aucune démarche dans notre effort pour ramener les parties aux négociations", a insisté la porte-parole. Mme Clinton doit ainsi s'entretenir avec le président Abbas "dans les deux jours à venir". Elle a parlé lundi après-midi avec Catherine Ashton, la représentante diplomatique de l'Union européenne, et mardi matin avec Tony Blair, le représentant du Quartette.

L'une des pistes envisagées serait, en effet, une déclaration du Quartette pour le Proche-Orient (USA, Russie, ONU, UE) présentant une alternative claire à la voie des Nations unies. Mais cette perspective paraît s'éloigner alors que la Russie, pourtant membre du Quartette, a décidé de soutenir la démarche palestinienne à New York.

Les Palestiniens ont choisi de s'adresser directement à l'ONU en raison du blocage des négociations avec Israël depuis près d'un an. Les Etats-Unis comptent bloquer par leur veto une éventuelle démarche au Conseil de sécurité.

"Quoi qu'il se produise ou pas à l'ONU, cela ne provoquera pas, le lendemain, le genre de changement que les Etats-Unis souhaitent voir", à savoir une solution à deux Etats, a plaidé Mme Clinton : "Les négociations directes entre les parties sont le seul moyen d'arriver à une solution durable. C'est une voie qui passe par Jérusalem et Ramallah, pas par New York".

(Mardi, 13 septembre 2011 - Avec les agences de presse)

3 Politique colonialiste vue des USA

3-1 Gates : "Netanyahou est un ingrat et met en danger son pays"!

Dire que le Premier ministre israélien est un menteur, un ingrat et non-digne de confiance n'est pas un scoop pour l'opinion publique arabe !

Mais quand ce sont les Américains qui le disent, cela mérite une pause !

En effet, selon le site internet israélien de Haaretz, l'ancien secrétaire américain à la Défense Robert Gates a affirmé lors d'une réunion à huis clos avec des hauts fonctionnaires de l'administration américaine, que "Netanyahou est un ingrat et met son pays en danger, parce qu'il ne veut pas tenir compte de l'isolement croissant qu'affronte son pays, ni même des défis démographiques auxquels Israël sera confronté s'il garde sa main-mise sur la Cisjordanie!"

La rencontre a eu lieu peu de temps avant le départ de Robert Gates.

Toujours selon Haaretz, Gates a exprimé son mécontentement autour de l'approbation par l'entité sioniste de 1600 nouveaux logements à Jérusalem-Est lors d'une visite officielle du vice-président américain Joe Biden en 2010.

Gates a affirmé que s'il était à la place de Biden, "il aurait coupé court sa visite en Israël dès que les unités de logement ont été approuvés, ajoutant qu'il aurait "demandé au premier ministre de contacter Obama s'il était sérieux au sujet de négociations".

Et Haaretz de rappeler les propos de l'ancien chef de "Downing Street communications", Alistair Campbell qui avait rapporté que l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair a jugé que le Premier ministre israélien Netanyahou n'est pas digne de confiance.

Campbell ajoute que cette opinion n'est pas partagée exclusivement par des responsables britanniques, ajoutant que l'ancien premier ministre israélien et actuel ministre de la Guerre, Ehud Barak, a déclaré à Blair lors d'une réunion qu'il était "pessimiste car Bibi (ndrl: Netanyahou) était un charlatan total."

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=29616&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=22&s1=1>

3-2 Washington se heurte à la nouvelle politique turque en Méditerranée.

Après le refus d'Israël de présenter ses excuses et d'indemniser les familles des victimes turques suite au massacre de militants pacifistes de la [flottille](#) pour Gaza l'an dernier, le gouvernement turc a annoncé [de nouvelles sanctions](#) à l'encontre d'Israël, dont l'une consistera à renforcer la présence militaire turque dans l'Est de la Méditerranée, ont annoncé jeudi les médias turcs. Le 7 septembre dernier, le chef de la diplomatie turque, Ahmet Davutoglu, avait annoncé la décision d'Ankara de geler toute coopération militaire avec Israël, de fermer l'espace aérien turc à l'armée israélienne et de saisir la Cour internationale de Justice (CIJ), tandis que les liens diplomatiques étaient réduits au strict minimum.

La politique turque du parti AKP, parfois qualifiée de "[néo-ottomane](#)" en ce qu'elle cherche à regagner une influence sur les territoires de l'ancien empire ottoman, a rendu quelques services aux occidentaux ces derniers temps. Ankara a par exemple [condamné](#) la répression en Syrie et soutenu le Conseil national de transition en Libye contre le colonel Kadhafi, ce qui devrait lui permettre aujourd'hui de jouer un rôle dans ce pays apparemment voué à connaître des [troubles](#) durables (résistance kadhafiste, et division au sein du CNT et entre les tribus).

Mais elle a aussi su prendre ses distances avec les États-Unis à plusieurs reprises depuis 2003 (où elle avait refusé de mettre à disposition ses bases pour l'invasion de l'Irak). En 2009 le président Recep Tayyip Erdogan s'était opposé à l'inculpation du président du [Soudan](#) par la Cour pénale internationale pour génocide. En ce qui concerne les relations turco-iraniennes les échanges commerciaux entre les deux pays ont été multipliés par dix en 9 ans dans les années 2000 et Ankara souhaite que la question du programme nucléaire iranienne soit traitée [sur le même plan](#) que celle de l'arme nucléaire israélienne, ce qui aux yeux de Washington affaiblit la position occidentale en faveur du désarmement iranien. Elle tient aussi un langage commun [avec la Russie](#) sur la question du dialogue avec le Hamas en Palestine.

Erdogan a annoncé hier qu'il se rendra en Egypte, en Libye et en Tunisie. En Israël des [craintes](#) s'expriment selon lesquelles la Turquie pourrait influencer ces trois pays dans un sens défavorable à ses intérêts. Le ministre de la défense israélien [Ehoud Barak](#) s'est dit persuadé que la Turquie et Israël ne deviendront pas des ennemis et que cette crise n'était que passagère.

Ce durcissement intervient en tout cas à un moment où Israël est mis en difficulté par la perspective d'un vote de reconnaissance de l'Etat palestinien à l'Assemblée générale des Nations-Unies, une reconnaissance qui, note le quotidien [Haaretz](#), pourrait entraîner notamment l'inculpation des dirigeants israéliens devant la Cour pénale internationale de La Haye pour crime de guerre, du fait de l'occupation illégale de la Cisjordanie. Les membres du congrès pro-israéliens à Washington sont en tout cas sur le pied de guerre. La présidente de la commission des affaires étrangères de la chambre des représentants Ileana Ros-Lehtinen (une républicaine liée au [lobby](#) cubain d'extrême droite de Miami) a demandé au président Obama d'user de son droit de veto au conseil de sécurité de l'ONU sur ce sujet et présenté un [projet de loi](#) prévoyant que les États-Unis couperont toute contribution financière aux organes des Nations unies, si l'Assemblée générale accordait (à la majorité requise de 129 voix) à la Palestine même un simple statut de "non-membre" comparable à celui du Vatican.

4 Politique Internationale Organisations Mondiales & régionales

4-3 3 Onu -

L'Union européenne cherche ses mots...

Mme Ashton demande un retour aux négociations, avec l'AG de l'Onu en vue.

Correspondante à Jérusalem

Catherine Ashton a eu beau réitérer ces derniers jours ses appels aux Palestiniens et Israéliens pour qu'ils reprennent leurs négociations de paix, une seule chose préoccupe aujourd'hui les deux camps : que l'Union européenne fixe la position qu'elle prendra au sujet de la démarche entreprise par le raïs Abbas pour faire reconnaître l'Etat palestinien par l'Onu dès septembre prochain.

Les 27 pays de l'Union européenne sont en effet divisés à ce sujet. Et leurs ministres des Affaires étrangères devraient débattre de la question ce vendredi.

C'est dans ce contexte que la représentante de l'UE pour les affaires étrangères a tenu un nouveau round d'entretiens le week-end dernier à Ramallah et Jérusalem.

Sans se prononcer dans un sens ou dans l'autre, Mme Ashton a indiqué à ses interlocuteurs que le soutien de l'Union à la démarche palestinienne dépendra de la possibilité d'une position européenne unie et du texte qui sera soumis par les Palestiniens aux Nations unies.

Les Palestiniens disent néanmoins constater "une volonté européenne de coordonner avec la direction palestinienne le type de résolution désiré". A savoir la nature et la formulation de la résolution onusienne qui reconnaîtra l'Etat palestinien.

Précisément sur ce point, le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, a fait pour la première fois une entorse à la stratégie de son gouvernement. Car Israël ne se fait plus d'illusions. Même si les Etats-Unis devaient parvenir, via le Conseil de Sécurité, à torpiller l'adhésion de la Palestine à l'Onu, la majorité de l'Assemblée générale est acquise pour la reconnaissance, fut-elle purement déclarative, d'une Palestine souveraine dans les territoires d'avant l'invasion israélienne de juin 67.

Aussi, plutôt que de s'obstiner à convaincre les pays étrangers de repousser la requête palestinienne telle quelle, M. Barak veut les amener à influencer le texte de la résolution onusienne. Et cela, a-t-il dit à Mme Ashton, de façon à ce que la résolution "mette l'accent sur un retour rapide aux négociations, sans imposer de conditions préalables à aucune des parties" .

Pas sûr toutefois que M. Netanyahu l'approuve. Rien n'a filtré sur la teneur de l'entretien du Premier ministre israélien avec l'émissaire européenne. Mahmoud Abbas a déjà réitéré à plusieurs reprises que sa démarche auprès de l'Onu ne devrait nullement empêcher la reprise du processus diplomatique avec Israël. Car de toute façon, certains dossiers ne peuvent être réglés sans négociations entre les parties directement concernées. Mais Benjamin Netanyahu continue à prédire le blocage irréversible du processus et la reprise des violences palestiniennes contre Israël. Il refuse de dire comment Israël réagira à la reconnaissance onusienne de l'Etat palestinien.

La Libre Belgique

<http://www.lalibre.be/actu/international/article/681870/l-union-cherche-ses-mots.html>

4-4 4 Nations Unies -

L'État palestinien «devrait exister depuis longtemps», dit Ban Ki-moon

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a réitéré vendredi son soutien à la création d'un État palestinien qui «devrait exister depuis longtemps», selon lui, et pour lequel les Palestiniens s'appêtent à demander l'adhésion à l'ONU sur les frontières de 1967.

«La vision de deux États permettant à Israël et aux Palestiniens de vivre (...) côte à côte dans la paix et la sécurité, c'est une vision toujours valable et je la soutiens pleinement», a déclaré M. Ban à des journalistes au cours d'une visite en Australie.

«Je soutiens l'aspiration des Palestiniens à (se doter d') un État de Palestine indépendant et souverain. Il devrait exister depuis longtemps», a estimé le diplomate.

Ces propos interviennent alors que les Palestiniens s'appêtent à demander, au cours de l'Assemblée générale de l'ONU dans moins de deux semaines, la reconnaissance de leur État, un projet auquel s'opposent Israël et les États-Unis et qui divise les pays européens.

Les Palestiniens ont lancé jeudi à Ramallah une campagne pour appuyer leur demande, baptisée «Campagne nationale pour la Palestine, 194e État (l'ONU compte 193 membres, NDLR)». Une délégation a défilé jusqu'au QG de l'ONU et remis une lettre sollicitant le soutien de Ban Ki-moon.

Les États-Unis ont immédiatement annoncé qu'ils «opposeraient leur veto» à toute démarche des Palestiniens auprès du Conseil de sécurité, en faisant valoir que la question de l'État palestinien ne saurait être traitée «que par la négociation».

<http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/201109/09/01-4433135-letat-palestinien-devrait-exister-depuis-longtemps-dit-ban-ki-moon.php>

Pays

Europe

2 France

DES PARLEMENTAIRES FRANÇAIS ENCOURAGENT, EUX AUSSI, UN NOUVEAU BAIN DE SANG EN PALESTINE

Une centaine de députés et sénateurs français, UMP et socialistes confondus, apportent leur soutien aux préparatifs de répression sanglante du peuple palestinien ouvertement annoncés par les dirigeants israéliens

La liste de ces tristes individus comprend, côté UMP, l'ancien du mouvement néo-nazi Occident Claude Goasguen, et le lobbyiste vulgaire Eric Raoult ; côté PS, on trouve, notamment, des copains de DSK, dont le député de Paris Jean-Marie Le Guen, et celui de Sarcelles François Pupponi

(la liste des 110 signataires du texte commandé par Netanyahu et Lieberman se trouve à la fin de notre article).

C'est à la fin de cette semaine que l'Autorité Palestinienne, sauf capitulation de dernière minute, doit en principe présenter aux Nations-Unies (son Assemblée Générale, son Conseil de Sécurité, voire chacun de ces deux organes) une demande de reconnaissance d'un Etat de Palestine, sur une petite partie (22 %) du territoire historique de ce pays (les autres 78 % restant acquis à Israël).

Après avoir joué de manière déraisonnable le jeu truqué du « processus de paix » et obéi à toutes les injonctions d'Israël et des grandes puissances (Etats-Unis en tête), Mahmoud Abbas et les dirigeants de l'Autorité Palestinienne ont en effet été obligés de constater, qu'en-dehors de quelques avantages matériels pour eux-mêmes et leurs familles, ils n'avaient strictement rien obtenu pour leur peuple : Netanyahu se moque ouvertement d'eux, et continue de plus belle la colonisation.

Aussi ont-ils pris l'initiative de demander aux Nations-Unies, la seule institution mondiale ayant la légitimité pour le faire avec ses 194 membres, de reconnaître le droit du peuple palestinien à l'auto-détermination, et à l'indépendance.

Personne, pas même eux, ne se fait d'illusions sur la capacité d'un tel vote de reconnaissance à changer la réalité sur le terrain, dès lors qu'il ne s'accompagne pas de mesures contraignantes pour la partie occupante, Israël. C'est pourtant un pavé dans la mare, qui remet la question de la Palestine à l'ordre du jour, au grand dam de ceux qui voudraient faire croire que "Palestine" est un "gros mot".

Israël, qui bafoue depuis des décennies des dizaines de résolutions des Nations-Unies, joue la grande scène du "cachez ce mot que je ne saurai voir" : "reconnaissance", lui étant exclusivement réservé.

Sur place, le gouvernement israélien et ses milices de colons multiplient depuis maintenant des semaines des annonces fracassantes sur leur intention de frapper plus fort encore les Palestiniens au lendemain du(des) vote(s) aux Nations-Unies.

Sur la scène internationale, Israël bénéficie du soutien ouvert de l'hyperpuissance états-unienne : Obama a promis d'opposer son veto au Conseil de Sécurité des Nations-Unies, et les parlementaires américains ont déjà prévu de couper tout financement si la reconnaissance de l'Etat palestinien est votée.

Mais comme Sarkozy n'a pas encore clairement dit qu'il ferait exactement comme Washington et Tel-Aviv sur ce point précis, le lobby parlementaire d'Israël en France vient à la rescousse (pour le reste, Sarko, Juppé et Guéant restent obéissants : des miliciens français de la « Ligue de Défense Juive » peuvent ainsi annoncer en toute impunité leur arrivée en renfort et en armes, ces jours-ci, en Cisjordanie occupée, sans entraîner la moindre réaction de nos autorités).

D'où cette lettre de Goasguen et les autres au Président de la République, le sommant de faire là où ils lui disent de faire au rendez-vous onusien.

Les lecteurs qui en auront la patience pourront prendre connaissance du texte que nous publions dans son intégralité au bas de cet article.

Nous nous sommes pour notre part arrêtés au titre de leur missive, qui ose s'en prendre au caractère « unilatéral » de la démarche palestinienne.

Pourtant, il est clair d'emblée que l'Autorité Palestinienne s'adresse aux 194 membres des Nations-Unies, et s'en remet par avance à leur vote, lequel exige, pour que la résolution soit valide, l'approbation non pas de la simple majorité des membres, mais des deux tiers (128 pays) de l'Assemblée.

C'est « unilatéral » ? Oui, hurlent Netanyahu et Lieberman ! Oui-Oui, enchérissent Raoult, Debré et Pupponi.

Voici maintenant la lettre, ainsi que la liste des 109 députés et sénateurs signataires de cet encouragement au massacre des Palestiniens, pour le cas où certains de nos lecteurs auraient eu des illusions sur tel ou tel d'entre eux.

110 parlementaires français : "nous nous opposons à la reconnaissance unilatérale palestinienne"

Initié par les présidents des groupes d'amitié France-Israël à l'Assemblée nationale et au Sénat, Claude Goasguen (UMP) et Jean-Pierre Placade (RDSE), le texte réunit des élus de droite, du centre et de gauche.

Monsieur le Président de la République,

Nous, parlementaires français issus de la majorité présidentielle et des rangs de l'opposition, réaffirmons notre engagement en faveur d'une résolution pacifique et négociée du conflit israélo-palestinien reposant sur le principe de deux Etats pour deux peuples.

Nous sommes convaincus que seule la voie du dialogue peut garantir l'établissement d'une paix juste et durable. Aussi, nous appelons Israéliens et Palestiniens à reprendre sans plus tarder le chemin des pourparlers et les exhortons à s'abstenir de toute démarche unilatérale. C'est la raison pour laquelle, nous nous opposons à la stratégie de contournement des négociations visant à imposer la reconnaissance unilatérale d'un Etat palestinien lors de la session de septembre de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Certes, le chemin qui mène à la paix est parsemé d'obstacles et le blocage actuel des pourparlers pourrait conduire un certain nombre d'entre nous à estimer qu'une telle démarche est frappée au coin du bon sens. Elle est en réalité dangereuse, contreproductive et illusoire. Dangereuse, car loin de résoudre le conflit, elle ne fera que le perpétuer et l'exacerber en suscitant des attentes au sein de la population palestinienne que la réalité du terrain ne saurait combler. La frustration générée par ces attentes déçues pourrait alors rapidement déboucher sur un nouveau cycle de violences. Cette démarche est également contreproductive et illusoire, car aucune « solution miracle » ne soustraira les parties à la laborieuse mais nécessaire négociation des dossiers relatifs au statut permanent (Jérusalem, les frontières, la sécurité, les implantations, les réfugiés, l'eau) sans laquelle aucune paix n'est envisageable.

Il n'y a en effet pas d'alternative aux négociations qui implique de part et d'autre des concessions douloureuses. Comme l'a rappelé le Président américain Barack Obama lors de son allocution du 19 mai 2011 devant le Département d'Etat, une paix durable et équitable n'est possible qu'au moyen d'une approche reposant sur une démarche de type bilatérale. "Les actes symboliques destinés à isoler Israël aux Nations unies en septembre ne créeront pas un Etat indépendant", a-t-il ajouté.

Cette position a été récemment réaffirmée par le Président du Parlement européen, Jerzy Buzek, qui a estimé pour sa part lors d'une conférence de presse le 15 juin 2011 à Ramallah, que la reconnaissance unilatérale d'un Etat palestinien serait « ... inutile et dangereuse ».

De même, au sein de l'Autorité palestinienne, cette stratégie de contournement des négociations est loin de faire l'unanimité. Le Premier ministre palestinien Salam Fayyad a publiquement fait part de ses doutes quant au bien fondé d'une telle démarche. Elle ne fera, selon lui, pas avancer la cause palestinienne et risquerait au contraire d'éloigner son peuple de la réalisation de sa légitime aspiration.

En outre, cette manœuvre politique sape les fondements juridiques sur lesquels repose le processus de paix et viole les accords conclus entre Israël et l'Autorité palestinienne, accords dont la France et avec elle, l'ensemble de la communauté internationale, se sont portées garantes. En effet, les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de Sécurité de l'ONU, les accords d'Oslo (1993) et la Feuille de route adoptée par le Quartet (Nations-Unies, Etats-Unis, Russie, Union Européenne), rejettent toute démarche unilatérale et invitent les parties à négocier ensemble une résolution du conflit reposant sur le principe de « deux Etats pour deux peuples vivant côte à côte dans la paix et la sécurité ». Ce principe a été rappelé à de maintes reprises, notamment en Février 2011 par le Quartet qui « ...réaffirme qu'une action unilatérale de l'une ou de l'autre des parties en présence ne peut anticiper sur les négociations à venir et ne serait pas reconnue par la communauté internationale. »

Par ailleurs, la reconnaissance unilatérale d'un Etat palestinien conduira les parties dans une impasse et condamnera le processus de paix à une mort certaine. Elle limitera inévitablement les marges de manœuvre de la direction palestinienne et sa capacité à faire des compromis. Toute concession sera à l'avenir interprétée et vécue par la population palestinienne comme un renoncement et un recul inacceptable.

De même, elle enterrera définitivement les espoirs des partisans Israéliens et Palestiniens de la paix qui n'ont cessé d'œuvrer en faveur d'une solution négociée depuis l'inauguration du processus de paix à Madrid en 1991. Elle les marginalisera au profit des extrémistes qui refusent toute concession et n'hésitent pas à recourir à la violence.

Enfin, cette démarche unilatérale mettra en péril la coopération israélo-palestinienne dans les domaines de l'économie et de la sécurité qui a permis une croissance sans précédent en Cisjordanie et l'instauration d'un calme relatif dans les Territoires placés sous le contrôle de l'Autorité palestinienne. Elle conduira les parties à durcir leurs positions et risquerait de précipiter un nouvel affrontement à l'heure où les incertitudes planent sur l'avenir d'une région instable qui connaît de profonds bouleversements. Nous savons toute l'attention que votre gouvernement porte au processus de paix au Proche-Orient et partageons avec vous le souhait que la France et ses partenaires européens jouent un rôle plus actif dans les pourparlers israélo-palestiniens.

C'est pourquoi nous vous demandons solennellement, Monsieur le Président de la République, de réaffirmer l'engagement de la France en faveur d'une solution négociée au conflit en vous opposant à la résolution visant à imposer de manière unilatérale la reconnaissance d'un Etat palestinien. Seul un retour à la table des négociations et des concessions réciproques reposant sur le principe d'une reconnaissance mutuelle garantira l'établissement d'une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens. Nous vous prions de croire, Monsieur le Président de la République, en l'assurance de notre plus haute considération.

CAPJPO-EuroPalestine

lundi 19 septembre 2011

<http://www.ep-mir.com:80/spip.php?article6455>

5 Russie

Mikhaïl Marguelov : Une attaque contre l'ambassade d'Israël au Caire risque serait lourde de conséquences.

L'attaque des manifestants égyptiens contre l'ambassade d'Israël au Caire risque d'avoir de graves répercussions, a annoncé dimanche à RIA Novosti le représentant du président russe pour l'Afrique, le sénateur Mikhaïl Marguelov.

Si les forces "réveillées par la révolution égyptienne réussissent à résilier le traité de paix entre Israël et l'Egypte, les conséquences seront tragiques aussi bien pour Tel Aviv que pour le Caire, a indiqué le sénateur.

"Ceux qui ont pris d'assaut l'ambassade d'Israël ne sont autres que les nouvelles recrues terroristes. Pour ceux qui les ont incités au pogrom, c'est une sorte d'épreuve de sélection", a-t-il expliqué.

"Peu importe qui a tenté d'abattre le mur de béton construit devant le bâtiment israélien, ce qui compte c'est de savoir qui se cache derrière eux", a poursuivi M.Marguelov.

Il y a ceux qui profitent du chaos régnant dans le monde arabe et se livrent à des excès sous couvert de lutte pour les droits de l'homme et la liberté, a conclu le responsable russe.

Vendredi tard dans la nuit, l'ambassade israélienne au Caire a été envahie par des manifestants de la place Tahrir qui s'étaient rassemblées auparavant pour réclamer davantage de réformes et de démocratie dans le pays. Commençant par abattre le mur, dressé il y a quelques jours pour protéger l'ambassade, les manifestants ont pénétré dans l'enceinte diplomatique et ont jeté des documents "confidentiels" dans la rue.

11/09/2011

RIA Novosti

11 septembre

<http://fr.rian.ru/world/20110911/191001854.html>

La Russie se dit prête à soutenir la demande d'adhésion à l'ONU des Palestiniens.

La Russie soutiendra la demande d'adhésion d'un Etat de Palestine à l'ONU, a déclaré l'ambassadeur russe auprès des Nations unies, Vitali Tchourkine.

"Nous allons, bien sûr, voter en faveur de toute proposition des Palestiniens (...) Nous disons, nous vous soutenons quoi que vous décidiez, c'est votre choix de stratégie politique et diplomatique (...) si vous désirez entrer dans l'ONU+", a-t-il indiqué.

La direction palestinienne à l'intention de présenter une demande d'adhésion aux Nations unies le 20 septembre, mais elle doit encore annoncer si elle choisit de passer par le Conseil de sécurité ou par l'Assemblée générale.

Passer par le Conseil de sécurité qui permettrait aux Palestiniens de devenir pays membre à part entière de l'ONU, se heurterait à un veto américain.

La voie de l'Assemblée générale avec un vote à la majorité simple donnerait aux Palestiniens un statut amélioré, comparé à leur statut actuel d'"entité observatrice".

S'ils devaient choisir cette dernière solution, les Palestiniens auraient de bonnes chances d'obtenir une majorité pour devenir "pays observateur non-membre" de l'ONU. Cela leur permettrait de devenir membre d'organisations comme l'Unesco, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ou la Cour pénale internationale (CPI), Dans cette perspective, "il y aura un tas de possibilités intéressantes pour les Palestiniens à l'ONU", a souligné l'ambassadeur russe.

Irna.

12 septembre 2011.

<http://www2.irna.ir/fr/news/view/line-96/1109125369235541.htm>

7 Médias/Vidéos

7-1 Vidéo : Qaund Mahmoud Ahmadinejad parle de la vérité

<http://www.youtube.com/watch?v=9UML1NWiqXE&NR=1>

7-2 Vidéo : Mahmoud Ahmadinejad sur Euronews le 05 août 2011

http://www.youtube.com/watch?v=qx9pdPk_G9c&NR=1

7-3 Vidéo : Ahmadinejad -parle du Génocide Palestinien et parle de la Shoah

http://www.youtube.com/watch?v=_c0SDFh7Bic&NR=1

7-4 Vidéo:Une vidéo muette sur le gouvernement israélien:

http://www.youtube.com/watch?v=YVP_-9eC43A&feature=share

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19